

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)	MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES PROCEDURE ADAPTEE Consultation GH10_2026_014 FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UNE SOLUTION DE SIGNALÉTIQUE RADIOPROTECTION POUR LE GHU APHP UNIVERSITE PARIS SACLAY MARCHE N° 2026_010_DA_10_014
--	--

SOMMAIRE

ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	5
1.1 - MAITRE D'OUVRAGE	5
1.2 - COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	5
ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES	5
2.1 - OBJET DU MARCHE	5
2.2 - DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE – PROLONGATION	5
2.3 - FORME DU MARCHE	6
2.4 - BONS DE COMMANDE	6
2.5 - LIEUX D'EXECUTION	7
2.6 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE	7
2.7 - REPARATION DES DOMMAGES	7
2.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	8
ARTICLE 3- CADRE JURIDIQUE DU MARCHE	8
3.1 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	8
3.2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
ARTICLE 4 - MODIFICATION DU MARCHE	9
4.1 - CLAUSE DE REEXAMEN	9
4.2 - CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	9
4.3 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION	9
ARTICLE 5- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES DE LA SIGNALÉTIQUE DE RADIOPROTECTION	10
ARTICLE 6- EXECUTION DU MARCHE	10
6.1 - CONFORMITE DE LA PRESTATION	11
6.2 - STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS	11
	2

6.3 – LIVRAISON	11
6.4 – RESPECT DES CONTRAINTES EN MILIEU HOSPITALIER OCCUPE	12
6.5 – PERSONNEL DU PRESTATAIRE	12
6.6 – SITUATION JURIDIQUE ET ADMINISTRATIVE DU TITULAIRE	13
ARTICLE 7- CERTIFICATS	13
ARTICLE 8- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 9- ACCES AUX LOCAUX	15
ARTICLE 10- DISPOSITIONS FINANCIERES	15
10.1 – CONTENU DES PRIX	15
10.2 – REGLEMENT DES PRESTATIONS – ACOMPTE	16
10.3 – REVISION DES PRIX	16
10.4 – FACTURATION	16
10.5 – MODALITES DE PAIEMENT	18
10.6 – SOUS-TRAITANCE	18
10.7 – AVANCE	19
10.8 – RETENUE DE GARANTIE	19
ARTICLE 11 - PENALITES	19
ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 13 - GARANTIE ET ASSURANCE	19
13.1 – GARANTIE CONTRACTUELLE	19
13.2 – ASSURANCE	19
ARTICLE 14- RESILIATION	20
ARTICLE 15 - LANGUE	20

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES

20

ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

22

ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

1.1 - Maitre d'ouvrage

GHU Paris Saclay
78 rue Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre
Courriel : servicemarches.gh10.bct@aphp.fr

1.2 - Comptable public assignataire des paiements

Monsieur le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service de solutions de signalétique de radioprotection.

Ces signalétiques doivent répondre aux exigences de la décision 2017-DC-0591 de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) en termes de sécurité des locaux et de prévention.

Le présent accord-cadre prévoit la maintenance de l'équipement conformément aux prix du bordereau des prix unitaires (BPU).

2.2 - Durée du marché - délais d'exécution du marché - prolongation

2.2.1 - Durée du marché

La durée du marché est de 24 mois à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelé 1 fois par reconduction tacite pour une période de 24 mois supplémentaires sans que sa durée totale ne dépasse 48 mois.

En cas de non reconduction, le GHU APHP Université Paris Saclay transmettra sa décision au titulaire du marché par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 2 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

2.2.2 - Délais d'exécution

2.2.2.1 - *Stipulations générales*

Les délais d'exécution des prestations seront précisés dans chaque bon de commande.

Les délais de livraison ne pourront jamais être supérieur à 3 mois à compter de la réception du bon de commande par le prestataire. L'envoi des bons de commande se fera par mail. Le prestataire devra en attester la bonne réception par retour de mail au plus tard 24 heures après réception.

2.2.2.2 - *Stipulations relatives au PTI de l'Hôpital Bicêtre*

A titre prévisionnel, les solutions de signalétique des 18 blocs opératoires du plateau technique interventionnel (PTI) de l'hôpital de Bicêtre devront **être livrées et installées au mois d'août 2026.**

L'équipement des 2 salles d'endoscopie de ce même bâtiment sont prévues pour 2027 ou début 2028. Les dates de livraison et d'installation seront confirmées lors de la transmission du bon de commande. Toutefois, les dates de livraison et d'installation ne doivent pas être supérieure à 2 mois à compter de la réception du bon de commande.

2.2.3 - Prolongation des délais d'exécutions

L'article 13.3 du CCAG-fournitures courantes et services s'applique en matière de prolongation des délais.

2.3 - Forme du marché

Au sens des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Les prestations seront réglées à prix unitaires conformément aux stipulations du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et de l'acte d'engagement.

Pour la première période, les montants minimum et maximum sont :

Montant minimum sur 24 mois en € HT	Montant maximum sur 24 mois en € HT
60 000 €	100 000 €

Pour la deuxième période, les montants minimum et maximum sont :

Montant minimum sur 24 mois en € HT	Montant maximum sur 24 mois en € HT
0 €	100 000 €

Le marché est régi par le CCAG –Fournitures courantes et Services en vigueur à sa date de publication.

Il s'agit d'un marché public passé à lot unique.

Les variantes ne sont pas acceptées et il n'est pas prévu de tranches.

2.4 - Bons de commande

Prestations à bons de commande : le GHU établit des bons de commande échelonnés au fur et à mesure des besoins.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée d'exécution du marché. Toutefois, leur exécution peut se poursuivre deux (2) mois après la date de fin du marché, afin d'assurer la continuité des prestations le temps de l'achèvement de la procédure de passation du marché suivant.

Les commandes sont établies par les personnes habilitées.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par courriel, courrier ou télécopie.

Ils indiquent au moins :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le n° de marché ;
- La date et le n° du bon de commande ;
- Le projet ou l'opération concernée ;
- La nature et la description des prestations confiées ;
- Les délais d'exécution prévus pour les prestations commandées
- La liste éventuelle des documents fournis pour l'exécution de la prestation ;
- Le montant du bon de commande

2.5 - Lieux d'exécution

Les livraisons et installations des 20 salles mentionnées à l'article 2.2.2 du présent document seront effectuées au sein de l'Hôpital Bicêtre situé au 78 rue du Général Leclerc au Kremlin-Bicêtre 94270.

Le pouvoir adjudicataire se réserve le droit de faire appel au titulaire pour de prochains besoins au sein des hôpitaux du GHU ci-dessous :

➤ Hôpital Ambroise PARE	9, av. Charles de Gaulle 92 100 Boulogne-Billancourt
➤ Hôpital RAYMOND-POINCARÉ	104 boulevard Raymond Poincaré, 92380 Garches
➤ Hôpital SAINTE-PERINE	11 rue chardon-Lagache, 75016 Paris
➤ Hôpital Antoine BECLERE,	157 rue de la Porte de Trivaux, 92140 Clamart
➤ Hôpital BICETRE	78 rue du Général Leclerc, 94270 Le Kremlin-Bicêtre
➤ Hôpital PAUL-BROUSSE	12, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 94804 Villejuif
➤ Hôpital maritime de Berck	Rue du docteur Victor Ménard, 62600 Berck

2.6 - Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

2.7 - Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

2.8 – Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 3- CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ

3.1 – Procédure de passation du marché

La procédure applicable est une procédure adaptée, passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

3.2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, notamment le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes, notamment les plans du PTI de l'Hôpital Bicêtre ;
3. Les bons de commande émis ;
4. Le cadre de réponse technique ;
5. L'offre technique de l'attributaire.

Les pièces de portée générale comme tout nouveau texte législatif ou réglementaire sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de la consultation.

Le Titulaire est réputé connaître tous les textes encadrant la mission.

Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par :

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

ARTICLE 4 - MODIFICATION DU MARCHÉ

4.1 - Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations ;
- En cas de forte hausse des prix des matières premières nécessaires à la bonne exécution des prestations prescrites dans les pièces particulières du marché et pouvant conduire à des difficultés d'exécution de la part du titulaire ;
- En cas de changement de dénomination sociale du Titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par courrier recommandé.

4.2 - Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à la Cellule des Marchés Publics du CHU AP-HP Université. Paris Saclay dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Hôpital BICÊTRE

Cellule des Marchés Publics

Cour de Sibérie

Bâtiment Marine Porte 105 - 1er étage

78 rue du Gal Leclerc

94 270 Le Kremlin-Bicêtre

Une modification de marché (avenant) est alors établie par le Cellule des Marchés Publics.

4.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais (Service des marchés, même adresse supra).

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le représentant du pouvoir adjudicateur est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, le GHU peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 5- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES DE LA SIGNALÉTIQUE DE RADIOPROTECTION

Le prestataire devra fournir, conformément aux stipulations des pièces particulières du présent marché, une signalétique de radioprotection répondant à la décision **2017-DC-0591** de l'ASNR avec, à minima, les caractéristiques techniques suivantes :

- La solution devra permettre la connexion d'une modalité de radiologie émettant des rayons X depuis les deux côtés opposés d'une salle d'intervention.
- Le raccordement de cette modalité devra allumer le voyant ROUGE spécifiquement de la salle occupée et le déclenchement de l'émission de rayons X devra allumer le voyant BLANC spécifiquement de la salle occupée.
- Un boîtier reprenant les deux voyants devra être mis en place au-dessus de chacun des accès à la salle ainsi que spécifiquement dans la salle utilisée.
- La solution permettra de mettre à disposition de l'opérateur en salle d'intervention, un bouton d'arrêt d'urgence de la modalité utilisée en cas d'incident.
- Les candidats devront adapter leur réponse aux plans des locaux fournis en annexe.
- L'hôpital fournira une alimentation électrique « standard » 220 V - 16 Ampères pour chaque élément constituant la solution.
- La solution devra s'intégrer aux locaux sans contraintes de travaux supplémentaires, au-delà de la fixation de chaque élément.

ARTICLE 6- EXECUTION DU MARCHE

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché), dont le détail est indiqué dans le présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur étant chargé d'une mission de service public avec fonctionnement permanent, le titulaire du marché s'engage à respecter les obligations visées ci-dessous.

6.1 – Conformité de la prestation

Le titulaire doit une garantie de résultat. Cette garantie porte sur les termes définis dans ce C.C.P., en particulier ceux visant à assurer la sûreté de fonctionnement des équipements concernés de manière permanente et durable.

Le titulaire (ou son sous-traitant) doit donc mettre en place une organisation adaptée et mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires à atteindre cet objectif.

Dans le cadre de cette obligation de résultat, le titulaire est également tenu d'assurer la levée effective de toutes les observations émanant des bureaux de contrôle et qui intéresseraient les équipements et dispositifs concernés par le présent marché.

6.2 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

6.3 – Livraison

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

6.4 – Respect des contraintes en milieu hospitalier occupé

Le titulaire doit réaliser ses prestations en veillant à éliminer tout risque de prolifération de poussières dans les services à activité de soins. Les opérations prévues sur les équipements des services sensibles se feront en respectant scrupuleusement les procédures d'hygiène propres à ces services, voire, dans des cas extrêmes, en proposant un protocole particulier soumis à l'approbation du Comité de Lutte Contre les Infections Nosocomiales de l'hôpital concerné.

Le Prestataire doit par ailleurs s'informer des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services ni risquer de nuire à la sécurité des biens et des personnes. A défaut de précisions dans le C.C.P, ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement par la Direction des Investissements et Services Techniques. D'autre part, dans le cadre de la lutte contre les infections nosocomiales, le prestataire devra se conformer au règlement interne du site concerné dans le cas d'intervention sur des installations ou dans l'environnement proches des patients. Le prestataire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par exemple :

- des mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait de risques d'incendie et de panique, inhérents aux modalités d'exécution de certaines prestations,
- l'installation à ses frais, sauf dérogations portées au C.C.T.P, de garde-corps, barrières, cloisons ou planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux réglementations en vigueur que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur soit à l'extérieur des bâtiments.

Le prestataire doit en outre, prendre à sa charge en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients en découlant (bruits d'origines diverses, poussières, sécurité insuffisamment assurée, odeurs, fumées, gaz d'origines diverses...).

Si malgré la mise en place de toutes les précautions nécessaires, des inconvénients majeurs devaient subsister, le prestataire doit en référer Direction des Investissements et Services Techniques, à l'Ingénieur ou au Responsable du suivi technique du marché.

6.5 – Personnel du prestataire

Le personnel du titulaire est soumis aux règles concernant la discipline intérieure applicables aux agents de l'AP-HP, en particulier :

- Il est tenu d'avoir une conduite sociable, respectueuse, cordiale et bienveillante envers toutes les personnes présentes au sein de l'établissement,

- Il doit avoir une tenue de travail propre, marquée du logo du titulaire, et porter un badge nominatif,
- Son hygiène doit être irréprochable.

En outre, le personnel du titulaire ne doit pas :

- Porter de signe religieux ostentatoire au sein de l'établissement,
- Fumer en dehors des pauses, même lors des tâches réalisées à l'extérieur des bâtiments,
- Consommer de l'alcool ou de stupéfiant,
- Avoir une conduite asociale, irrespectueuse, agressive ou malveillante envers qui que ce soit présent au sein de l'établissement.

En cas de non-respect de ces règles, le GHU pourra demander au titulaire le remplacement du salarié fautif.

6.6 – Situation juridique et administrative du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et se rapportant :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

ARTICLE 7- CERTIFICATS

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le GHU PARIS SACLAY n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 8- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHU PARIS SACLAY, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU PARIS SACLAY conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHU PARIS SACLAY, sans l'accord du GHU PARIS SACLAY, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par le GHU PARIS SACLAY qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHU PARIS SACLAY à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par le GHU PARIS SACLAY ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de le GHU PARIS SACLAY est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par le GHU PARIS SACLAY sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de le GHU PARIS SACLAY ,qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHU PARIS SACLAY de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées.

Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le GHU PARIS SACLAY de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le GHU PARIS SACLAY se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le GHU PARIS SACLAY se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le GHU PARIS SACLAY pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 9- ACCES AUX LOCAUX

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous - traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

ARTICLE 10- DISPOSITIONS FINANCIERES

10.1 - Contenu des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base des prix unitaires du Bordereau des Prix unitaires (BPU).

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

10.2 - Règlement des prestations - acompte

Le paiement des prestations se fera à la validation du service fait par le pouvoir adjudicateur pour chaque bon de commande.

10.3 - Révision des prix

Le présent marché est conclu à prix ferme la première année.

Au-delà, les prix unitaires seront révisés chaque année à la date anniversaire de notification du marché, selon la formule et les index de révision mentionné dans le tableau ci-dessous.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. Les abréviations mentionnées dans le tableau sont définies ci-dessous.

P : Prix révisé H.T.

P0 : Prix au mois d'établissement des prix « mois zéro », ce dernier correspondant au mois de la date de la remise des offres.

I : Dernière valeur connue de l'indice « I » à la date de la révision.

I0 : Valeur finale de l'indice « I », au mois d'établissement des prix « mois zéro ».

L'indice « I » pour la révision des prix du marché correspond aux index MIG EBIQ suivant, disponible sur les sites suivants :

Intitulé	Formule de révision	Index selon la nature des travaux
Fournitures et installations	$P = P0 * [0,15 + 0,85 (I / I0)]$	MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Prix de marché » de l'INSEE, Identifiant 010764358

10.4 - Facturation

Conformément à l'article L. 2192- 1 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous forme électronique.

Les factures électroniques seront transmises par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

✓ Avec le n° de SIRET suivant : **267 500 452 01928**

✓ Et le code service suivant :

- Bicêtre : 010
- Paul Brousse : 096

- Antoine Béclère : 028
- Ambroise Paré : 014
- Raymond Poincaré : 068
- Sainte Péline : 079
- Berck : 009

Les factures doivent comporter obligatoirement :

- ✓ le numéro du bon de commande
- ✓ l'état d'avancement de la prestation
- ✓ La mention « Facture » ;
- ✓ Le numéro d'ordre de la facture ;
- ✓ Nom et adresse du créancier ;
- ✓ Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- ✓ Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- ✓ Le Code APE ;
- ✓ La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- ✓ Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- ✓ Le taux et le montant des taxes ;
- ✓ Le montant total des fournitures livrées TTC ;
- ✓ Le n° du bon de commande ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- ✓ Le n° de Siret de l'APHP : **267 500 452 01928** ;
- ✓ Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- ✓ Le numéro de marché ;
- ✓ Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.
- ✓ Si elle est établie dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, la société titulaire devra impérativement faire figurer, sur chaque facture, le numéro individuel

d'identification pour les opérations intracommunautaires du CHU Paris Saclay :
FR95267500452.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

10.5 - Modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du CCAG-Fournitures courantes et services.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.6 - Sous-traitance

10.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'administration et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément à l'article L21932 du code de la Commande Publique.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaiterait en cours d'exécution du marché avoir recours à un sous-traitant en cas d'impérieuse nécessité, remet à l'administration une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations envisagées pour le sous-traitant
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé
- le compte bancaire, ou trésor public à créditer

L'acceptation du sous-traitant par l'administration et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance. Seule une sous-traitance de niveau un sera acceptée.

10.6.2 Modalités de paiement direct

Les paiements à faire au sous-traitant sont effectués sur la base des pièces justificatives revêtues à l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.7 - Avance

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG - FCS est retenue.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance.

10.8 - Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 11 - PENALITES

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité de 150 euros HT par jour de retard.

L'application des pénalités ne délie pas le prestataire de réaliser ses prestations conformément aux stipulations des pièces particulières du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-Fournitures courantes et services, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-Fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 13 - GARANTIE ET ASSURANCE

13.1 - Garantie contractuelle

La signalétique de radioprotection sera couverte par une garantie constructeur minimale de 1 an (pièces, main d'œuvre et déplacements compris), à compter de la date d'effet de la réception.

Le délai de garantie étant un critère d'évaluation, celui-ci devra être indiqué dans l'acte d'engagement et deviendra contractuel dès la notification du marché.

13.2 - Assurance

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Attestations : Le titulaire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 14- RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services,
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités ci-dessous.

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant minimum de la première période hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre

ARTICLE 15 - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le Tribunal Administratif compétent sera celui de Melun dont l'adresse est la suivante :

Tribunal administratif de Melun
43 Rue du Général de Gaulle
77000 Melun

ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
3.2	4	Pièces contractuelles
11	14	Pénalité
10.3	10	Révision des prix
14	42	Résiliation